

6 décembre 2021

Droits et devoirs des PLP et DHG : stage de formation organisé par le SNUEP-FSU

Un stage de formation du [@SnuepBordeaux](#) : 18 janvier 2022, au LPO Les Iris 13 Rue Saint Cricq (Lormont). Inscription et demande d'autorisation d'absence jusqu'au 18 décembre 2021. Merci de nous confirmer, par mail, ta participation.

<http://bordeaux.snuep.fr/Doc%202021-2022/Fiche-stage-18012022.pdf>

Mobilisation en soutien de notre collègue critique avec l'institution : le rectorat de Besançon lève sa suspension

"Inappropriée" : c'est ainsi que les syndicats qualifient, dans un communiqué [@SnuepBordeaux](#) du 2 décembre 2021, la décision prise par le rectorat de Besançon qui a suspendu notre collègue, Jean-Christophe Peton, professeur au lycée de Mouchard, qui avait publié sur Pronote, à l'attention de ses collègues, des propos critiques vis-à-vis de l'institution concernant Samuel Paty. Devant une importante mobilisation et soutien, le rectorat lève la suspension.

Le Tweet de Jean-Christophe Peton après cette décision : **Merci aux syndicats de l'Académie de Besançon qui au-delà de leurs divergences savent faire front pour défendre des principes et des valeurs communes. Lire le [communiqué de l'intersyndicale](#)**

La FSU interpelle la ministre du travail sur l'apprentissage et la formation professionnelle des jeunes

La FSU adresse une lettre à la ministre du travail concernant l'apprentissage, la formation professionnelle des jeunes, la composition des CPC, l'obligation de formation des 16-18... Lire la lettre.

"Nous vous demandons de mettre en place les mesures permettant de contrôler les dépenses de formation notamment et d'abaisser les coûts des contrats en alternance"

"il est hors de question de ponctionner le budget de l'Éducation nationale ou encore de l'Enseignement agricole pour financer le déficit de France compétences".

"En rapportant le nombre de jeunes qui auraient trouvé une solution grâce au plan jeune, aux milliards d'euros injectés, le bilan ne nous paraît pas à la hauteur de l'argent public investi. La situation notamment des jeunes sans formation ni diplôme ni travail (les mal nommés Neet) nous inquiète fortement." lire la [lettre de la FSU](#)

2 décembre 2021 : Des milliers de retraitées et retraités dans les rues de Paris !

Ce 02 décembre plus de 25 000 retraités ont défilé de Denfert-Rochereau à la place des Invalides pour se faire entendre d'un gouvernement sourd aux préoccupations des retraités : Lire le [communiqué](#) des organisations

Comité technique académique (CTA) du 30 novembre 2021 : constats concernant la voie pro

On se limite ici à deux points concernant la voie professionnelle, mais on reviendra sur l'ensemble des chiffres (constats) dans le prochain Bulletin académique ou à travers une publication spécifique :

■ « Avec des générations moins nombreuses que les années précédentes, les effectifs du premier cycle continuent à progresser mais de façon plus modérée (+0,4% soit 497 élèves de plus). Les effectifs constatés sont moins nombreux que prévu. Parallèlement, les SEGPA perdent des élèves (-134 élèves) » Doc Rectorat

Le nombre d'orientation en SEGPA ne cesse de diminuer (c'est un indicateur qu'ils mettront en avant pour justifier de leur priorité sur le primaire), par contre aucun chiffre sur le nombre de sixième en inclusion. Comme par hasard le nombre d'élèves en 4 et 3 est plus important que la prévision, les heures de dédoublement ont disparu et les collègues doivent se retrouver avec des groupes importants en atelier. Inégalité qui se creuse dans les SEGPA avec ce calcul de DGH qui permet à certaines de bénéficier d'heures redonnées par le collège assurant le dédoublement en atelier. La grande difficulté scolaire est absorbée par l'inclusion et ces jeunes ne viendront plus alimenter les classes de CAP, d'où la fermeture de celles-ci.

■ « Les poursuites d'études des bacheliers professionnels en BTS diminuent de 0,3 point, passant de 18% en 2020 à 17,7% en 2021, celles des bacheliers technologiques de 0,4 point et celles des bacheliers de la voie générale de 0,5 point. » Doc Rectorat

Une grande partie de nos élèves trouvent des difficultés pour suivre une formation normale dans les STS. En plus de la réduction des dotations horaires suite à la transformation de la voie professionnelle, les dispositifs mis en place restent insuffisants pour permettre à nos élèves de suivre une scolarité normale en BTS.

Groupe de travail concernant les promotions (HC, CE et ES)

Ce groupe de travail s'est réuni le 29 novembre, les documents en notre possession donnent des chiffres concernant les promouvables et les promus (2020 et 2021) en fonction de l'ancienneté, l'âge et le sexe. C'était l'occasion pour nous de dénoncer l'abandon du paritarisme et son remplacement par un système opaque où la délégation de la FSU a apporté les preuves constatées : anomalie, lacune et manque de transparence.

Epreuve de contrôle du Bac pro : Renforcement de l'exigence de validation

Le [décret n° 2021-1524](#) du 25 novembre 2021 renforce l'exigence de validation des compétences professionnelles pour l'accès à l'épreuve de contrôle, et rapproche les modalités d'admission au baccalauréat professionnel à l'issue de l'épreuve de contrôle de celles du baccalauréat général et technologique. De plus, un [arrêté du 25 novembre 2021](#) vient préciser les contours de l'épreuve de contrôle au baccalauréat professionnel.

9, 10 et 11 février : stage syndical la classe ouvrière c'est pas du cinéma

XIX^e Rencontres cinématographiques La classe ouvrière c'est pas du cinéma du 5 au 11 avril 2021 FORMATION SYNDICALE du 9 au 11 février 2022 Ouverte à l'académie de Bordeaux Lundi 7 février hors stage syndical Journée Afrodescendants 15h-18h Institut Cervantès : Conférence de Carlos Agudelo et intervention de Katia Kukawka avec projection du film Los chicos del destierro, [Lire la suite](#). (convocation au stage, demande d'autorisation d'absence et programme)

L'indemnité allouée aux personnels des ex-lycées ZEP est reconduite en 2021-2022

La FSU a rencontré la secrétaire d'État en charge de l'Éducation prioritaire, Nathalie Elimas, le jeudi 25 novembre, ci-dessous une précision concernant les collègues de lycée ex-ZEP : **La prime des ex-lycées ZEP était intégrée dans le dispositif de sauvegarde jusqu'en 2020. L'an dernier, le ministère avait fini par prolonger cette prime en recommandant aux Recteurs de la verser par des IMP. Pour 2021-2022, la secrétaire d'Etat nous précise que tous les personnels concernés vont continuer à recevoir cette prime, sous forme d'IMP, sauf ceux dont les lycées sont dans des CLA (Lille, Nantes et Marseille). Nous avons signalé quelques académies/situations de blocage, le ministère va bien rappeler que cette prime doit être versée aussi cette année avec des IMP. En cas de difficultés, rapprochez-vous de notre Secrétariat académique (snuepaquitaine@gmail.com)**

Sauvons l'enseignement professionnel public sous statut scolaire

L'enseignement professionnel sous statut scolaire est en péril : Plus de 15 000 signatures, un grand succès et un grand merci pour les collègues qui ont pris cette initiative.

En 30 ans, les Lycées Professionnels et les Établissements Régionaux d'Enseignement Adaptés ont perdu 100.000 élèves. Dans le même temps, la formation professionnelle par apprentissage qui ne cesse d'être vantée comme l'eldorado et la voie royale, a vu ses effectifs augmenter de 36 % ! [Lire et continuez à signer cette pétition.](#)

Bac Pro : unité facultative "secteur sportif" (UF2S)

Cette unité facultative, dite UF2S, permet de valider "des compétences qui se retrouvent dans les unités capitalisables UC 1 et UC 2 communes aux différentes mentions du BPJEPS (brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport). Les candidats pourront "également compléter ultérieurement leurs UC1 et UC2 pour obtenir un BPJEPS permettant d'animer ou d'encadrer contre rémunération".

Un projet d'arrêté vise à étendre, de 6 à 16, le nombre des spécialités ou options de baccalauréat professionnel dans lesquelles l'unité professionnelle facultative "secteur sportif" est ouverte. On exposera dans le prochain bulletin académique le projet du ministère ainsi que les spécialités concernées.

Mais ce qui pose problème c'est que le ministère met en place cette unité "à moyens constants, comme si les dotations horaires des LP débordaient !!